Argentine : Déclaration du Front de gauche et des travailleurs, anticapitaliste et socialiste (PTS-MAS-Izquierda Socialista) : C'est aux capitalistes de payer la crise, pas aux travailleurs !

Affaiblie par le conflit qui l'a opposé au patronat agricole sur le niveau des taxes à l'exportation sur les produits agricoles, c'est-à-dire pour la répartition de la rente agraire entre les secteurs agro-exportateurs et les secteurs industriels du capital et par les premiers effets de la crise en Argentine, Cristina Fernandez de Kirchner, présidente de la République, a décidé de convoquer des élections législatives anticipés pour le 28 juin 2009. Sur le plan politique, c'est pour le moment principalement les divers secteurs de l'opposition bourgeoise qui se renforcent. Cependant, malgré la politique de la bureaucratie syndicale, les travailleurs ont commencé à affronter la crise par leurs propres méthodes : manifestations, grèves, occupations d'usines, etc.

Dans ce contexte, il est important, pour aider les travailleurs à s'élever de la lutte sur le terrain économique au combat politique, de constituer une alternative de classe unitaire, développant un programme de revendications transitoires, dirigé vers le gouvernement des travailleurs, seul à même de satisfaire durablement les aspirations des exploités et des opprimés. C'est pourquoi la Tendance CLAIRE du NPA approuve l'accord conclu par delà leurs différences, entre le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS), le nouveau Mouvement vers le Socialisme (MAS) et la Gauche Socialiste (IS), trois organisations issues de l'éclatement du MAS historique à la fin des années quatre-vingt. Elles ont décidé d'intervenir dans la campagne électorale en constituant un Front de Gauche (1) et des Travailleurs, Anticapitaliste et Socialiste, qui développe une orientation mettant l'accent sur l'indépendance de classe des travailleurs et avance d'excellentes revendications transitoires. Il se situe dans la continuité du Front que les mêmes partis avaient formé pour l'élection présidentielle d'octobre 2007.

Malheureusement, le Parti Ouvrier (PO) a une nouvelle fois refusé de participer à un tel front unitaire, rééditant son choix de 2007. En l'absence de toute divergence politique sérieuse sur le programme à défendre, cette décision exprime un sectarisme nuisible, à l'heure où il s'agit de regrouper les secteurs d'avant-garde qui luttent pour les aider à avancer vers l'indépendance politique de classe et le programme du trotskysme. Elle semble s'expliquer par l'espoir caressé par le PO de sortir des élections comme la première force d'extrême gauche, car tout le monde suppose que le MST sera passablement affaibli par le soutien qu'il a accordé au patronat agraire dans le conflit de 2008.

La portée de cet accord électoral dépasse le simple cadre argentin. Il donne un

exemple concret de la manière dont les organisations d'extrême gauche en France pourraient utiliser les échéances électorales pour présenter une alternative de classe, anticapitaliste cohérente et conséquente, pour le gouvernement des travailleurs et le socialisme, au lieu d'aller divisées aux élections. Cela serait particulièrement utile à un moment où il s'agit de regrouper les travailleurs d'avant-garde pour développer une orientation afin que les travailleurs ne payent pas la crise du capitalisme.

La traduction et les notes (soit en bas de page soit entre crochets) sont de nous.

Antoni Mivani

Les élections du 28 juin ont lieu dans le cadre d'une crise de l'économie capitaliste-impérialiste mondiale. C'est la plus grave crise depuis les années 30 du siècle dernier. Il n'a jamais été aussi évident que le capitalisme est un système failli. L'impérialisme, sous la direction d'Obama, et les gouvernements capitalistes veulent que ce soient les travailleurs qui payent la crise et non ceux qui l'ont provoquée : les capitalistes, les banquiers, les mutlinationales, les grands propriétaires terriens et les organismes financiers internationaux comme le FMI, la Banque Mondiale ou la Banque Internationale pour le Développement.

Le capitalisme fait retomber sa crise sur le dos des travailleurs et des opprimés du monde entier. Des millions de travailleurs sont jetés dans le chômage et la misère, au moment même où les gouvernments des pays impérialistes injectent des milliards de dollars pour le sauvetage des grandes banques et entreprises. La crise frappe aussi bien le secteur financier que la production et le commerce mondial. Les affirmations selon lesquelles il serait possible d'y échapper ont été bien vite oubliées. Lors de la récente réunion du G20, la principale décision a été de renforcer le FMI pour qu'il puisse intervenir auprès des économies les plus endettées, en accordant de nouveaux prêts en échange des traditionnels « plans d'ajustement », qui s'accompagnent de licenciements et de baisse de salaires, ces plans que nous connaissons si bien dans notre pays et en Amérique Latine.

La résistance à ces mesures est aussi entrain de commencer. D'ores et déjà les gouvernements d'Islande, de Lettonie et de République Tchèque sont tombés. Des mobilisations populaires de masse ont eu lieu en Grèce, en Italie, en Irlande, en Ukraine et en France. Dans le dernier pays mentionné, les occupations d'entreprise avec séquestrations de patrons et de cadres dirigeants, une méthode de lutte radicalisée qui avait disparu depuis des dizaines d'années, s'étendent. Elles bénéficient d'un large appui dans la population et suscitent la crainte de la bourgeoisie en Europe. Cependant, pour éviter que le peuple travailleur ne fasse les frais de la crise, il faudra élever la riposte à niveau supérieur.

Face au désastre produit par l'impérialisme, les multinationales et les banquiers, ils veulent maintenant nous faire croire que le problème pourrait être résolu avec un peu plus d'intervention et de régulation de l'État. Ce qui est sûr, en tous cas, c'est que les millions dépensés par les États ne l'ont pas été pour éviter aux les travailleurs et au peuple de sombrer dans la misère, mais pour sauver les capitalistes qui ont provoqué la crise. Mais ce n'est pas tout. Ils sont entrain de conduire à une explosion de la dette publique des Etats-Unis qui menace de faillite l'État nord-américain lui-même. Face à la crise, il n'y a pas de demi-mesure. C'est eux ou nous. Le capitalisme est un système failli. Nous devons impulser l'action commune des travailleurs et des peuples pour en finir avec ce système de misère et de famine et instaurer des gouvernements des travailleurs dans la perspective du socialisme.

Le gouvernement Kirchner et ses opposants patronaux veulent les uns et les autres que les travailleurs payent la crise

Dans notre pays la crise vient frapper dans un contexte d'une division pré-existante au sein de la bourgeoisie autour du conflit entre le gouvernement Kirchner et le patronat agraire au sujet de la répartion de la rente agricole.

Les licenciements et les mises à pied avec des baisses de salaires et les hausses du prix des services (gaz, lumière, transports) ont déjà commencé. Mais le gouvernement prépare un plan d'ajustement plus dur pour après les élections, car il sait que la crise continue de s'approfondir et qu'il doit être capable de tenir les engagements pris vis--vis de l'impérialisme dans les sommets internationaux pour que le peuple travailleur paye la crise.

Alors que les chômeurs ne reçoivent toujours qu'à peine 150 pesos par mois, les Kirchner [l'ancien président, Nestor Kirchner, et l'actuelle présidente, Cristina Fernandez de Kirchner sont mari et femme] ont payé au FMI et à la Banque Mondiale 25 milliards de dollars. Malgré cela, la dette externe continue d'approcher les 150 milliards de dollars. Plus de 40% des salariés travaillent sans contrat, c'est-à-dire au noir, avec des salaires de misère, qui sont quatre fois inférieurs au coût mensuel de la vie pour une famille, qu'on estime aujourd'hui à 4 300 pesos. Par delà la rhétorique d'un gouvernement qui se dit « national et populaire », les entreprises minières, les sociétés de pêche et les compagnies pétrolières ont continué à obtenir des profits fabuleux. L'argent perçu par l'État au titre des taxes sur les exportations agricoles et de pêche n'a pas été destiné à la satisfaction des besoins populaires, mais au paiement de la dette externe et à la subvention des capitalistes-amis, qui ont aussi profité des marchés de travaux publics. Le pouvoir et les profits des grandes entreprises exportatrices de céréales et d'oléagineux n'ont pas été le moins du monde attaqués. La structure de la propriété agricole n'a pas non plus été modifiée : 4000 grands

propriétaires, qui sont des capitalistes agricoles, possèdent la moitié de toutes les terres utilisables pour la culture et l'élevage, soit 84 millions d'hectares. Tandis que l'on laisse ce pouvoir intact, les travailleurs ruraux sont parmi les plus exploités du pays, avec des salaires de misère et travaillent pour la plupart sans contrat, au noir. Malgré cette situation, le patronat de l'agriculture et de la pêche, celui qui a occupé le Ministère de l'Économie sous Videla [c'est-à-dire pendant la dictature militaire de 1976-82] avec Martinez de la Hoz, s'oppose à toute mesure qui affecte même de façon limitée son haut taux de profit : il postule pour se transformer en le noyau le plus dynamique dans le cadre d'un nouveau réalignement des forces au sein de la classe dominante. C'est un secteur auquel des secteurs de l'extrême gauche comme le MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs) [qui se revendique du trotskysme] et le PCR (Parti Communiste Révolutionnaire) [maoïste] se sont adaptés, pratiquant une politique de complet suivisme par rapport au Bureau de Liaison [structure de coordination du patronat rural dans sa lutte contre le gouvernement]

Aujourd'hui le gouvernement Kirchner est nettement affaibli et il perd des alliés à la fois sur sa droite et sur sa gauche. L'organisation d'élections anticipées et les recours aux listes dites « de témoignage » dans la province de Buenos Aires sont des manœuvres caractéristiques d'un gouvernement en repli. Avec la défaite assurée dans les provinces de Cordoba, Santa Fe, Capital Fédérale et Mendoza, le kirchnérisme veut sauver la face en s'assurant la victoire dans la province de Buenos Aires en utilisant la figure de Scioli et des maires pour éviter la fuite du vote vers le « péronisme dissident » du patron De Narvaez et de l'ex-secrétaire à l'agriculture de Menem, Felipe Solá. Les Kirchner veulent présenter cette élection comme une lutte entre deux « modèles », mais la réalité, c'est qu'ils laissent faire les licenciements et les mises à pied et se préparent pour une nouvelle négociation avec le FMI après le 28 juin. Dans le même temps, ils frappent le peuple au porte-monnaie avec les hausses de prix en cascade et soutiennent le report des négociations salariales paritaires.

Vu l'affaiblissement du kirchnérisme, les politiciens capitalistes voient ces élections comme une manière de prendre leurs marques pour le changement présidentiel de 2011 ou pour une sortie anticipée de l'actuel gouvernement. Ainsi les différentes fractions de la classe dominante préparent leurs porte-parole et représentants, tout en encouragent une dévaluation qui provoquerait immédiatement une chute du salaire ouvrier (c'est point sur lequel l'Union des Industriels Argentin et le patronat agraire organisé dans le Bureau de Liaison sont d'accord), comme cela s'est déjà passé en 2002. Le patronat agraire, qui a déjà profité pendant les dernières années de l'augmentation du prix des matières premières et qui encourage une baisse ou une suppression pure et simple des taxes sur les exportations pour la production de soja, a placé ses représentants dans les diverses coalitions de l'opposition patronale. L'alliance entre PRO [parti de droite dur, dont le principal dirigeant est le maire de la Capitale Fédérale, Macri], le péronisme « dissident », Reutemann, Schiaretti et Mondino, tout comme l'accord entre la Coalition Civique, l'UCR, le « cobismo » [du nom de Cobos, président de la chambre des députés, un radical, ancien rallié à Kirchner, mais

aujourd'hui passé du côté du patronat agraire] et le Parti Socialiste sont profondément anti-ouvriers. Macri (PRO) et De Narvaez sont des patrons, font de la répression contre le peuple et les jeunes marginaux un de leurs principaux axes de campagne. Carrio (Coalition Civique) se fait, à travers l'ex dirigeant de la banque JP Morgan, Adolfo Prat Gay, une porte-parole des politiques néolibérales, en prenant position non seulement pour la fin de toute taxe sur les exportations agricoles et de pêche, mais en proposant aussi la suppression de tout impôt sur les entreprises, une mesure que seuls les républicains étatsuniens osent avancer.

L'usure du kirchnérisme provoque aussi divers regroupement au centre gauche, comme ceux qu'incarne Pino Solanas et Proyecto Sur ou Martin Sabatella. Ce sont des tentatives de recréer quelque chose de semblable au Frente Grande ou au Frepaso, avec des positions reposant sur la chimère que l'on pourrait avoir raison du cancer de la crise capitaliste avec des aspirines.

Bref, il faut dire clairement que, quel que soit le bloc qui gagne ces élections, que nous dénonçons comme les plus antidémocratiques et frauduleuses des dernières années, les deux secteurs patronaux s'apprêtent, par delà les nuances entre eux, à appliquer à partir des élections du 29 juin, un terrible plan économique d'ajustement contre la classe travailleuse et le peuple.

Soutenons les travailleurs en lutte !

Pendant toutes ces années, la CGT (Confédération Générale du Travail) (2) de Moyano a été un allié fondamental du gouvernement. Elle a permis la continuité de la fragmentation des travailleurs (entre les travailleurs en CDI et ceux en CDD, entre les travailleurs ayant un contrat et ceux travaillant au noir, etc) et a garanti année après année les plafonds salariaux. Ainsi, alors que les profits capitalistes ont explosé, les salaires ont à peine retrouvé en 2007 leur niveau de 2001 pour recommencer à chuter depuis cette date. En ce moment même , la CGT accepte que les négocations salariales paritaires soient repoussées et laisse passer les licenciements et les mises à pied. Elle soutient également le chantage patronal consistant à imposer des bas salaires en échange d'un renoncement aux licenciements, ou celui visant à imposer de nouveaux rythmes de travail sous le coup de la crise, mesure entrain de généraliser dans beaucoup d'usines.

Quoiqu'ils tiennent un autre discours, les dirigeants de la CTA (Centrale des Travailleurs Argentin) (3) n'ont rien fait de fondamentalement différent. Ils disent que « *les travailleurs ne peuvent pas payer* » la crise, mais ils n'appellent à aucune mesure de lutte sérieuse. Au contraire, ils viennent de vendre les luttes des enseignants de la Capital fédérale, de la province de Buenos Aires et surtout de Rio Negro et de Neuquen pour une poignée de lentilles. Dans les différents secteurs, ils sont les complices directs des politiques du patronat, comme dans l'industrie du pneu et le secteur du téléphone,

où ils ne sont en rien distingué de la CGT quand il s'est agi de vendre les conquêtes et les conventions collectives, d'accepter et d'imposer la fléxibilité, ainsi que de « gagner » des hausse de salaires plusieurs fois inférieures mêmes à celles obtenues par la CGT.

Malgré cette politique des directions syndicales, les travailleurs sont entrain de commencer à affronter la crise avec des grèves, des piquets de grève et des mobilisations. Dans le sud de l'agglomération de Buenos Aires, une lutte importante est en cours dans l'usine de papier Massuh, qui met à l'ordre du jour le problème de l'étatisation de l'entreprise sous contrôle des travailleurs. De même, les petites usines comme Arrufat, Indugraf, Filobel et Disco de Oro font face au départ du patron avec l'occupation de l'usine et la relance de la production, actualisant ainsi l'exemple de Zanon (qui continue sa lutte pour l'expropriation définitive après 7 ans de gestion ouvrière) et des usines récupérées, exemple qui s'est développé dans le feu de la crise de 2001.

À Cordoba, les ouvriers en CDD et en CDI d'Iveco affrontent le patronat et la persécution de la bureaucratie syndicale du SMATA local contre les délégués qui s'opposent aux licenciements ; les employés de la justice, de la voirie et de l'assemblée législatives sont aussi en lutte. À Villa Mercedes, dans la province de San Luis, tout la ceinture industrielle s'est mis en grève pour soutenir les travailleurs de Tersuave. Les ouvriers de la viande se sont mobilisés pour exiger des augmentations de salaires, comme cela n'était pas arrivé depuis des années. À Rosario, les ouvriers de l'huile ont défait les licenciements et la précarisation que prétendaient imposer Cargill y Dreyfuss, deux des principaux trusts exportateurs et, chez le sous-traitant automobile Mahle, les travailleurs ont occupé l'usine pour éviter sa fermeture. Les enseignants et les travailleurs de l'État diverses provinces revendiquent également des hausses de salaires.

Dans le nord de l'agglomération de Buenos Aires, diverses usines affrontent les licenciements et les persécutions contre les militants. C'est le cas par exemple de FATE et sa section syndicale d'usine qui reste une référence pour l'avant-garde dans toute la zone. Dans la même région, diverses expériences de résistance ont eu lieu à Pabsa, Dana, Lear, Terrabusi et maintenant à Pillkington (Blindex).

Il faut encourager et soutenir tous les secteurs combatifs et antibureaucratiques qui se sont développés les dernières années et qui sont attaqués par le patronat, l'État et la bureaucratie syndicale, comme les délégués et le nouveau syndicat indépendants des travailleurs du métro de Buenos Aires, le SOECN (Syndicat des Ouvriers et Employés Céramistes de Neuquen), les délégués des cheminots de Sarmiento, comme la section de San Fernando du SUTNA (Syndicat Unifié des Travailleurs du Pneu d'Argentine), les SUTEBAS (Syndicats Unifiés des Travailleurs de l'Education de la Province de Buenos Aires) dirigés par l'opposition, etc. Face à l'offensive patronale, il faut que la classe ouvrière donne une riposte d'ensemble : il faut imposer à la CGT et à la CTA un plan de lutte et une grève nationale, tout en continuant à impulser la révolte ouvrière par en

bas pour les déborder, avec l'objectif que les capitalistes payent la crise et non la classe ouvrière.

Pour l'indépendance politique des travailleurs

Le PTS, le nouveau MAS et la Gauche Socialiste, par delà leurs différences, s'engagent pour que la force sociale que les travailleurs expriment dans leurs luttes, leur organisation et leur poids social ait une expression sur le plan politique, comme une alternative ouvrant une issue aux besoins impérieux de l'ensemble de la société face au capitalisme argentin, semi-colonial et décadent.

Nous cherchons à éviter que l'usure du gouvernement ne soit capitalisée par diverses variantes patronales de droite ou par des impasses, comme celles que défendent diverses variantes de centre gauche.

En ce sens, nous affirmons qu'il faut profiter des élections du 28 juin pour défendre la nécessité de gagner l'indépendance politique de la classe travailleuse. Nous appelons les groupes et les organisations ouvrières combatives, les militants antibureaucratiques, les secteurs du mouvement étudiant combatif et les partis qui se revendiquent de la classe ouvrière et du socialisme à constituer un pôle pour défendre une telle issue.

La réponse que la gauche ouvrière et socialiste doit apporter sur le terrain électoral doit être un point d'appui en ce sens, sur le chemin de la construction d'une alternative socialiste et révolutionnaire, luttant pour que les travailleurs et les travailleuses commencent à occuper le centre de la scène politique.

Un Front de Gauche et des Travailleurs, Anticapitaliste et Socialiste

Nous, le PTS, le nouveau MAS et la Gauche Socialiste, avons réalisé un accord électoral pour défendre l'indépendance de classe face aux coalitions et aux partis des capitalistes et face aux patrons de la ville et de la campagne, ceux qui aujourd'hui font retomber la crise sur le dos de la classe ouvrière et des secteurs populaires.

Nous voulons aider à élever l'actuelle lutte revendicative des travailleurs à la lutte politique, sans avoir la moindre confiance dans les mécanismes de cette démocratie patonale, qui est aujourd'hui plus frauduleuse que jamais. Nous, les trois forces en présence, avons appelé publiquement le Parti Ouvrier à réaliser une alternative unitaire, mais malheureusement il s'y est refusé.

Notre front défend des propositions anticapitalistes, orientées vers l'objectif que les capitalistes payent la crise

Non aux licenciements et aux mises à pieds de travailleurs qu'ils soient en CDI ou en CDD. Interdiction des licenciements et des mises à pieds. Répartition des heures de travail sans réduction de salaire. Salaire minimum à la hauteur du coût de la vie pour une famille (4 300 pesos par mois), indexé de façon mensuelle sur l'évolution réélle du coût de la vie. Négociations paritaires libres, incluant tous les travailleurs, avec des négociateurs élus en assemblée générale. Retraites à 82% du salaire de fin d'activité, indexé sur la hausse du coût réel de la vie. Pour l'administration par les travailleurs et les retraités des fonds de retraite. Suppression de la TVA sur les produits de base. Allocation chômage universelle de 2000 pesos par mois pour tous les chômeurs. Passage en CDI pour les travailleurs en CDD, les stagiaires et les travailleurs sans contrat et abrogation de toutes les lois et décrets sur la flexibilité. Pour la nationalisation sous contrôle et administration des travailleurs de toute entreprise qui ferme, licencie ou met à pieds des travailleurs de façon massive. Pour l'unité des travailleurs de la ville et de la campagne. A bas la loi vidéliste [du nom de Videla, le principa dirigeant de la dictature militaire de 1976-82] qui fait des travailleurs agricoles les plus exploités du pays, loi maintenue par les Kirchner. Pour l'expropriation de l'oligarchie des propriétaires terriens, des grands pools de semences, des monopoles des céréales, des oléagineux et de la viande. Pour la nationalisation de la terre, en commençant par l'expropriation des 4000 principaux propriétaires, en respectant les droits des pays pauvres, des peuples indigènes et des petits producteurs indépendants qui n'exploitent pas de main d'œuvre salariée. Pour la nationalisation de la banque et du commerce extérieur sous le contrôle et l'administration des travailleurs. Pour la nationalisation des mines, du pétrole, de la pêche et de la grande industrie. Pour la renationalisation sans indemnité de tous les entreprises privatisées pour les mettre sous le contrôle des travailleurs et des usagers.

Pour la coordination de tous les secteurs en lutte selon les méthodes de la démocratie ouvrière ; pour l'unité de classe entre les travailleurs ayant un emploi et les travailleurs privés d'emploi ; pour la nécessité d'arracher à la bureaucratie les directions des sections syndicales d'entreprise et des syndicats. La bureaucratie, hors de syndicats ! Les centrales syndicales doivent rompre le pacte avec le gouvernement et le patronat et appeler à un plan de lutte national. Pour de nouveaux dirigeants ouvriers, lutte de classe, antibureaucratiques et combatifs. Pour le non paiement de la dette externe, pour augmenter le budget de la santé et de l'éducation et promouvoir un plan de travaux publics sous contrôle des travailleurs. De l'argent pour les salaires, le travail, la santé, l'éducation et le logement, pas pour la dette externe. Pour une éducation nationale unique, publique, gratuite et laïque. Pour un système de santé public, grauit et sous contrôle des travailleurs.

Nous sommes en première ligne pour la défense de l'Hotel Bauen sous gestion de ses travailleurs et travailleuses, d'Arrufat, d'Indugraf et des autres entreprises récupérées. Pour l'expropriation définitive de Zanon et toutes les usines récupérées. Pour la défense et la reconnaissance du syndicat indépendant des travailleurs du métro de Buenos Aires. Pour la défense du SUTNA [Syndicat Unifié des Travailleurs du Pneu d'Argentine] San Fernando : non à la persécution des dirigeants et des délégués. Non à l'intervention de l'État à l'INDEC [INSEE argentin].

Non à la politique de répression et de criminalisation de la pauvreté impulsée aussi bien par le gouvernement que par l'opposition patronale.

Démantèlement et dissolution des forces de répression et des forces de sécurité. Non à la baisse de l'âge de la responsabilité pénale. La gendarmerie et la police, hors de quartiers populaires ! Apparition en vie de Luciano Arruga [adolescent disparu suite à un contrôle de police]. Punition des assassins « de la gachette facile » [des policiers qui profitent de leur statut pour tuer impunément]. Punition des assassins matériels et politiques de Carlos Fuentealba [enseignant assassiné à bout portant par la police il y a deux ans lors d'un barrage sur un pont dans la province de Neuquen]. Jugement et punition des génocidaires et de chcun des responsables militaires, policiers, civils et ecclésiastiques des 30 000 disparus. Annulation des grâces accordées aux génocidaires. Abrogation de la loi antiterroriste. Liberté pour tous les prisonniers politiques. Amnistie ou abandon des poursuites contre tous les militants populaires. Emprisonnement d'Isabelle Peron et des responsables des crimes de la Triple A [Association Anticommuniste Argentine, organisation para-étatique responsable des assassinats ciblés de militants ouvriers dans les années 70-80,]. Restitution de l'identité des plus de 400 enfants que les génocidaires se sont appropriés. Droit à l'avortement sûr, libre et gratuit dans les hôpitaux publics. Contraception pour ne pas avorter, avortement légal pour ne pas mourir. Liberté immédiate pour Romina Tejerina [femme condamnée à 15 ans de prison pour avoir avorté suite à un viol, symbole de la lutte pour la légalisation de l'avortement].

Nous exigeons le retrait immédiat des troupes d'Haïti et des troupes impérialistes d'Irak et d'Afghanistan. Soutien à l'héroïque lutte du peuple palestinien contre le sionisme raciste et impérialiste. Nous sommes solidaires de toutes les luttes qui se développent dans le monde contre l'impérialisme et les plans d'ajustement structurels faits pour que la crise soit payée par les travailleurs. Non aux plans du G20, du G8 et des autres sommets capitalistes ! A bas le blocus contre Cuba ! Anglais, hors de Malouines ! Défense de Cuba et du Venezuela contre toute attaque impérialiste. Nous luttons pour l'organisation politique et syndicale indépendante des travailleurs au Venezuela, pour lutter véritablement contre le patronat et l'impérialisme et non pour un faux « socialisme avec les patrons » défendu par le chavisme. Emprisonnement des assassins matériels et politiques des dirigeants lutte de classe de l'UNT de Aragua, Richard Gallardo, Luis Hernández et Carlos Requena.

Toutes ces revendications conduisent à l'affrontement avec le gouvernement, le régime

et l'État capitaliste et au développement de l'unité avec les travailleurs et les peuples opprimés d'Amérique Latine et du monde. Leur satisfaction définitive et durable ne sera possible qu'avec un gouvernement des travailleurs et du peuple, qui impulse la lutte internationaliste de la classe ouvrière pour atteindre une Fédération des Républiques Socialistes d'Amérique Latine.

Nous appelons les travailleurs et les autres secteurs populaires à soutenir activement ces propositions et les candidats du Front de Gauche et des Travailleurs, Anticapitaliste et Socialiste.

Parti des Travailleurs Socialistes (PTS), Kouvement vers le Socialisme (MAS), Gauche Socialiste (IS)
Buenos Aires, 25 avril 2009

---

1) Dans le contexte politique argentin, « gauche » *(izquierda)* désigne les partis se revendiquant du socialisme révolutionnaire, qu'ils mettent en œuvre une politique qui y corresponde ou non. Aujourd'hui cela désigne les partis se revendiquant du trotskysme (PO, PTS, IS, MST, MAS, etc) et du maoïsme (PCR). Le PC, qui s'est intégré pleinement au front large et mouvant organisé autour de Kirchner, relève du « centre gauche » (centroizquierda) (NdT.)

2) La CGT est une confédération syndicale, née dans les années 30, puis étatisé par le président bonapartiste Peron à la fin des années 1940. Elle est la seule confédération syndicale jouissant dans la plupart des secteurs de la « personnalité syndicale », qui lui permet de négocier au nom des travailleurs ou de gérer les œuvres sociales. Elle est dirigée par une bureaucratie « péroniste » qui ne se contente pas de collaborer avec le patronat et les gouvernements, mais pourchasse activement tous les opposants au sein des syndicats, aide le patronat à repérer et licencier les délégués combatifs et n'hésite jamais à recourir à la violence physique organisée contre les militants de gauche.

3) La CTA est l'autre confédération syndicale, née d'une rupture d'un secteur de la CGT face au processus de privatisation dans les années 1990 ; implantée principalement dans le public, elle demande à bénéficier également de la personnalité syndicale.

Front de gauche (Argentine), le 25 avril 2009